

Déclaration devant la communauté française de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les relations franco-américaines, à New York le 26 septembre 2012.

Madame et Messieurs les Ministres,

Madame la Députée,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les élus de l'Assemblée des Français à l'étranger,

Je veux d'abord remercier nos Ambassadeurs qui sont là et qui ont permis cette rencontre avec toute l'aide du Consul général de New York et puis vous dire que je suis très sensible à votre présence nombreuse

Je voulais vous dire que l'objet de notre rendez-vous de ce soir, c'était de parler de vous, de parler aussi des relations entre la France et les Etats-Unis.

C'est la deuxième fois que je viens ici aux Etats-Unis depuis mon élection. La première, c'était à Washington au lendemain de mon installation. Je remercie l'Ambassadeur de France de m'avoir accueilli. Nous avons déjà eu une rencontre avec les Français de Washington

C'était aussi pour moi, comme Président, la première fois que je voyais Barack Obama. J'ai eu à ce moment-là l'occasion de lui rappeler tout de ce qui nous unissait : entre la France et les Etats-Unis, ses liens historiques, ses liens fondés sur ce qu'a été le combat pour la liberté, le soutien que nous avons pu apporter pour l'indépendance des Etats-Unis mais également l'indispensable présence des Américains, deux fois au cours du siècle dernier pour venir en soutien de la lutte que nous menions pour la liberté, nous aussi.

Nous aurons d'ailleurs, dans deux ans, l'occasion de célébrer le 70ème anniversaire du débarquement en Normandie et je veux que nous puissions donner toute l'importance qui est attendue pour cette belle cérémonie, en rappelant le sacrifice de beaucoup de jeunes Américains pour nous permettre d'être libres aujourd'hui.

J'aurai aussi l'occasion tout à l'heure de m'incliner devant le monument consacré aux victimes des attentats du 11 septembre. 3000 victimes dont cinq de nos compatriotes ont perdu la vie. Je redirai combien nous sommes, Américains, Français, attachés, là encore, à mener le combat contre le terrorisme.

Nous avons aussi entre les Etats-Unis et la France, tant de convergences sur les grands dossiers de politique internationale ! Cela n'a pas toujours été vrai, mais ça l'est aujourd'hui. Je ne dis pas ça pour m'immiscer dans le débat électoral américain mais il est vrai qu'entre le Président Obama et ce que nous représentons, ici, la France, il y a des convergences sur la question des Droits de l'Homme, de la démocratie, de la lutte contre le terrorisme, mais également sur une volonté commune de faire prévaloir la croissance et le souci partagé d'une meilleure régulation de l'économie, notamment de la finance. Nous avons beaucoup d'objectifs communs. Mais si je suis revenu aux Etats-Unis, aujourd'hui, c'est pour l'Assemblée générale des Nations unies à la tribune de laquelle je me suis exprimé tout à l'heure.

Je suis revenu d'abord sur ce qu'est la position de la France par rapport aux Nations unies. Nous souhaitons que ce soit le cadre, le centre même de la gouvernance mondiale. Nous nous réjouissons chaque fois que le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale prennent des décisions. des résolutions qui vont dans le sens de la paix ou de la stabilité. Mais en même temps

...sion, des résolutions qui vont dans le sens de la paix et de la stabilité mais en même temps nous déplorons, et c'est le cas aujourd'hui, qu'il puisse y avoir une paralysie, des blocages, des divisions qui font que les Nations Unies ne sont pas au rendez-vous par rapport à des urgences. J'ai insisté sur l'urgence première qui est la situation en Syrie et qui devrait appeler la mobilisation de toutes les puissances pour venir en soutien à un peuple qui est massacré par un dirigeant qu'il n'a pas choisi. Plutôt que d'intervenir, aujourd'hui, nous venons simplement en aide sur le plan humanitaire, ce que fait la France. Nous soutenons l'opposition, nous avons même revendiqué la nécessité de reconnaître un gouvernement alternatif pour mieux faciliter la transition mais, en même temps, chaque jour, il y a des centaines de femmes, enfants, hommes qui disparaissent sous le coup de la répression. Nous avons appelé une nouvelle fois à la tribune des Nations unies l'intervention du Conseil de sécurité. Il y a quelques semaines, Laurent Fabius réunissait, puisque nous avons la présidence de ce conseil, tous ceux qui pouvaient concourir justement à la préservation de la paix, à la protection des civils et à la fin des violences. L'urgence, c'est aussi, j'ai insisté là-dessus, d'éviter la prolifération nucléaire et notamment empêcher l'Iran d'accéder à cette arme.

Et puis, il y a l'urgence que représente la situation au Sahel. Là, il est possible que les Nations unies, aidées par l'ensemble des puissances, puissent enfin engager une opération qui serait menée par les Africains eux-mêmes pour reconquérir le Nord-Mali et faire en sorte que nous puissions éviter l'installation durable du terrorisme dans cette région qui ne menacerait pas simplement les Africains de l'Ouest mais qui menacerait notre propre sécurité.

Voilà les sujets qui ont justifié que je vienne ici, à New York, et que j'exprime la position de la France. J'ai également porté la belle idée d'une mesure qui pourrait favoriser le financement du développement. Nous avons, en effet, décidé avec nos amis européens, pas avec tous, mais avec suffisamment d'entre eux, que cette taxe puisse intervenir. Nous avons donc décidé une taxe sur les transactions financières. Cela devrait être une cause mondiale pour que nous puissions avoir des instruments qui permettent de lutter contre la spéculation et, en même temps, qui offrent des solutions pour financer, non seulement le développement, mais aussi la lutte contre les fléaux sanitaires et notamment le Sida et le paludisme.

Je souhaite que cette idée soit portée par la France, par l'Europe et par la plupart des nations du monde pour que nous puissions offrir des solutions de financement pour les plus belles causes qui soient : la lutte contre les pandémies et le combat pour le développement. Je suis aussi devant vous pour vous féliciter, vous encourager, vous soutenir si c'est possible par rapport à toutes vos activités que vous menez ici à New York. C'est une communauté importante, l'une des plus nombreuses des français de l'étranger -- à peu près 50 000 inscrits au Consulat et en réalité environ 300 000 français présents, l'équivalent d'un département, un peu plus que la Corrèze, c'est dire si ce que vous représentez est significatif ! La meilleure preuve, c'est qu'il a été décidé de procéder à un nouveau mode de scrutin pour les élections législatives et que vous avez maintenant une députée qui vous représente.

Je sais aussi ce que vous faites dans des domaines très différents, aussi bien sur le plan économique, sur le plan financier, sur le plan culturel que sur le plan de la recherche et de la science. C'est vrai que vous représentez ce que l'on appelle « l'élite » de ce qu'est la communauté française à l'étranger, en tous cas on vous regarde comme cela. Ça ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des situations sociales très différentes, qu'il n'y ait pas des disparités, mais vous êtes regardés à l'image de ce qu'est cette grande ville de New York. Vous avez donc un rôle particulier à jouer dans ce moment où la crise est sévère en Europe et où elle l'est aussi aux Etats-Unis. Cette crise est partie des Etats-Unis, elle est venue ensuite, à travers les dettes souveraines, déséquilibrer la zone euro et désormais les difficultés de la zone euro se répercutent aussi sur l'ensemble de l'économie américaine.

Donc nous avons à mener un combat, un combat commun au-delà de nos sensibilités : redresser notre pays, faire que nous puissions nous désendetter et en même temps, nous préparer le mieux possible à la compétition qui est engagée. Faire que nous puissions réduire nos déficits et en même temps créer autant d'emplois possibles alors que le taux de chômage atteint aujourd'hui 10 % de la population active.

Vous me direz, vous, ici, vous êtes moins concernés que d'autres. Non, nous sommes solidaires d'abord parce que nous sommes français et que nous portons les mêmes espérances pour notre pays où que nous soyons, que nous soyons dans l'Hexagone, que nous soyons en outre-mer ou que nous soyons français, ici, établis à l'étranger. C'est vrai aussi qu'il y a des courants importants d'échanges entre les Etats-Unis et la France. La France, ici aux Etats-Unis, c'est 2 800 entreprises, 550 000 emplois, 170 milliards de dollars de chiffre d'affaires. La France aux Etats-Unis, c'est aussi de nombreuses entreprises françaises qui exportent vers l'Amérique. Il y en a plus de vingt mille.

Voilà l'enjeu : continuer à développer l'activité économique ici pour mieux faire vivre un courant exportateur de la France vers les Etats-Unis. Je veux d'ailleurs remercier tous ceux qui s'y dévouent : la Chambre de Commerce franco-américaine, sa présidente Mme Elsa Berry, les conseillers du commerce extérieur, leur président, M. Paul BENSABAT.

Mais là-encore, l'économie n'est pas en sens unique : ce n'est pas simplement ce que nous faisons ici, c'est ce que l'Amérique fait également pour favoriser l'emploi et l'investissement en France. Les Etats-Unis sont le premier pays d'origine des investissements étrangers en France. Là encore, 2 000 entreprises américaines ont des activités de production, de recherche ou de services en France, faisant vivre 450 000 personnes, c'est dire l'étroitesse des liens.

Je souhaite que nous allions plus loin, que nous multiplions toutes les occasions d'échanges mutuels et d'investissements réciproques entre la France et les Etats-Unis. Les Etats-Unis à travers leurs dirigeants me posent parfois cette question : et la zone euro ? C'est d'ailleurs assez pénible, je dois en faire le constat, que l'on regarde l'Europe avec commisération ou inquiétude. Ils demandent comment nous allons, pour savoir comment ils iront. Nous devons là encore, regarder la situation avec lucidité. Cela fait deux ans que cette crise existe dans la zone euro. C'est long, trop long mais nous sommes en train d'en sortir. Il y a eu des décisions importantes qui ont été prises lors du Conseil européen des 28 et 29 juin dernier : un pacte de croissance et des mesures pour la stabilité.

La Banque Centrale Européenne en a pris l'exacte dimension en définissant ses modes d'intervention. Nous progressons sur l'union bancaire même si nous avons encore quelques nuances d'appréciation avec nos partenaires. Nous, nous souhaitons que cela aille vite et je comprends l'Allemagne qui veut s'assurer que ce seront de bons mécanismes qui seront introduits. Mais nous y parviendrons. Nous sommes en train de régler la question de la Grèce, nous souhaitons qu'elle reste dans la zone euro. Ce sera possible dès lors qu'elle a pris des engagements et qu'elle les tient. Nous sommes en soutien de l'Espagne, notamment à travers un plan de soutien à ses banques. Bref, nous franchissons les étapes et dès lors que la zone euro va retrouver sa stabilité, sa cohérence et sa force, alors les conditions d'une croissance redeviendront possibles l'année prochaine. Mais là encore, faut-il que nous accompagnons le mouvement. La stabilité de la zone euro, c'est une étape préalable. Ce que nous avons à faire nous-mêmes, la France, c'est de nous mettre dans la meilleure des situations pour préparer cette reprise de la croissance. Je l'ai dit, cela passe par la mise en ordre de nos comptes publics, mais cela passe aussi par un effort de compétitivité. Ce n'est pas simplement une question de coût, de salaire, vous le savez bien, c'est une question d'innovation, de recherche, de capacité à défendre et à promouvoir nos atouts et nous en avons beaucoup. Je sais que parmi ces atouts, il y a votre présence et je voulais donc vous associer à ce processus, saluer tout ce que vous pourrez entreprendre pour l'économie française. Vous dire que nous sommes conscients qu'en venant, ici, travailler, imaginer, inventer, rechercher, vous contribuez à la réussite de la France.

Il y a l'économie mais il y a aussi tous les liens culturels qui nous unissent avec les Etats-Unis. Il y a 8 000 étudiants français qui participent à des travaux de formation et de recherche aux États-Unis. C'est aussi des opérations de haut niveau en matière d'enseignement supérieur qui sont engagées et nous avons, avec l'Ambassade, la volonté qu'il y ait de plus en plus de partenariats qui nous permettent d'être au niveau le plus élevé.

On m'a cité quatre fonds importants : le Fonds France-Berkeley, France-Stanford, France-Chicago et France-MIT. Voilà autant de projets de recherche qui peuvent contribuer, là encore, à donner

à nos chercheurs toute la place qu'ils revendiquent.

Je souhaite ensuite qu'ils puissent revenir en France et mettre à profit tout ce qu'ils auront appris ici.

Enfin, je veux insister sur la culture. La culture fait partie de notre identité, la culture est pour la France à la fois une fierté mais aussi un moyen d'influence, une espérance qu'à travers elle, nous partageons et diffusons nos valeurs, nos principes, nos créations. Nous attachons beaucoup d'importance à la création et aux livres et nous avons la volonté, Laurent FABIUS et moi-même, chaque fois qu'il est possible de promouvoir la culture, de promouvoir le livre à travers un certain nombre d'institutions. La meilleure preuve, c'est qu'ici à New York, le Consulat général va rouvrir une librairie française permettant ainsi à toute la communauté française mais aussi à tous ceux qui le voudront de pouvoir consulter, lire, découvrir notre actualité.

Je veux aussi saluer le travail que fait l'Alliance française. Je salue sa présidente, Mme Steckele. Et puis, je veux vraiment rendre hommage à tous les établissements scolaires qui permettent à vos enfants d'être accueillis. Le Lycée Français de New York, l'Ecole Franco-Américaine de New York, mais aussi le Lyceum Kennedy, l'Ecole internationale de Brooklyn et, à proximité d'ici, l'Ecole franco-américaine de Princeton. J'espère n'avoir oublié aucun établissement.

Je veux saluer tous les personnels qui s'y dévouent. Je disais que ce réseau permet d'accueillir vos enfants mais d'accueillir aussi beaucoup d'enfants de toutes les nationalités (43 nationalités à l'Ecole franco-Américaine, 48 nationalités pour le Lycée français de New York !). C'est une chance là aussi, parce que cela permet justement de diffuser, de promouvoir la langue française et nous souhaitons que cette langue, cette belle langue qui ne nous appartient pas, qui est à la disposition de tous les pays qui veulent s'en emparer, de tous les hommes, de toutes les femmes qui considèrent que cette langue est une langue de diversité, de pluralité -- nous voulons que cette langue puisse être partout parlée. A cet égard, nous sommes très attentifs à ce qu'il y ait toujours, dans les institutions internationales, la présence du français. Je me plains parfois que certains français, dans ces institutions internationales, oublient de parler en français. Parfois il y en a qui parlent en français parce qu'ils ne parlent pas d'autres langues, cela peut arriver. Mais quand on parle plusieurs langues, que l'on est français et que nous sommes dans une institution où il y a des traductions, je recommande de parler français, parce que, comment défendre notre langue si nous-mêmes nous ne la parlons pas.

Mesdames, Messieurs, je veux terminer en soulignant une nouvelle fois votre rôle, dire l'importance que nous attachons à votre présence ici, vous demander de bien comprendre ce que nous sommes en train d'engager pour notre pays. Le redressement productif, financier, économique n'est pas simplement un impératif, une contrainte que nous devrions absolument supporter, subir. Ce que nous avons à faire, c'est de préparer la France au monde de demain, ce monde de demain que vous avez anticipé. Ce que nous avons à demander aux Français, ce n'est pas un effort, un sacrifice, ils ont le sentiment d'en avoir déjà fait beaucoup. Ce que nous devons leur demander, c'est de croire en leur pays, c'est d'avoir confiance dans l'avenir, c'est de ne pas douter. Ce que nous voulons faire ensemble, c'est un pays où les décisions puissent être comprises, pas seulement parce que nécessaires, mais parce que tournées vers ce qui nous permet de nous dépasser nous-mêmes. La place de la France dans la mondialisation, l'avenir de la jeunesse, voilà ce que nous sommes en train d'engager. La durée est nécessaire, c'est-à-dire que rien ne peut se traduire en termes de résultats sans que nous mettions le temps pour trouver les bonnes mesures, les faire appliquer. Il faut de la justice parce que sans la justice, il n'y a pas la compréhension de ce que nous sommes capables de faire ensemble. Ce n'est pas toujours facile de la revendiquer, la justice, parce que chacun pense qu'il est lui-même prioritaire et même ici, je vais vous écouter, il y aura sans doute beaucoup d'aspirations et de revendications. Donc, il faut donner du sens, permettre que chacun comprenne bien quelle est sa place. Parmi les atouts de la France, il y a vous et c'est la raison pour laquelle je souhaitais au cours de ce trop court déplacement vous rencontrer.

Merci d'être venus. L'essentiel est au-delà de nos différences, de nos sensibilités, de nos situations. Vous êtes ici aux Etats-Unis parfois depuis longtemps, certains depuis plus de dix ans, certains reviendront en France, d'autres uniquement à certaines occasions mais qu'il importe. Nous

certains retournent en France, d'autres uniquement à certaines occasions mais qu'importe. Avec
sommes, vous êtes français et vous avez la volonté commune, avec nous, de faire réussir la
France et c'est pourquoi le succès qui peut être le vôtre, ici, à New York sera le succès de la
France.

Merci.